

Veille informative pour la conférence de rédaction Etoile du 5 juillet 2018

Compétences qualifications

[Pactes régionaux d'investissement dans les compétences : "une méthode d'élaboration fondée sur la coresponsabilité de la Région, comme ensemblier sur son territoire, et de l'État" \(Cadre d'élaboration État-Régions\)](#) : Le Haut-commissariat à la transformation des compétences a finalisé le document cadre d'élaboration État-Régions relatif aux Pactes régionaux d'investissement dans les compétences, pour la période 2019-2022.

[La branche des organismes de formation crée un nouveau certificat de qualification professionnelle](#) : Pour accompagner l'évolution des métiers et des compétences, les partenaires sociaux de la branche des organismes de formation viennent de créer le certificat de qualification professionnelle (CQP) de « conseiller-e commercial-e en formation ». Une demande d'enregistrement au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) a été déposée.

[Premières certifications des compétences acquises lors de l'exercice d'un mandat syndical ou de représentant du personnel dès juillet 2018](#) : L'arrêté créant la certification des compétences acquises lors de l'exercice d'un mandat syndical ou de représentant du personnel, et celui fixant les modalités d'équivalence entre la certification et plusieurs titres professionnels du ministère chargé de l'emploi sont parus au Journal officiel du 26 juin.

Environnement travail

[Quel rôle pour la branche après les récentes réformes ?](#) Dans un contexte de transformations lourdes et rapides, les branches pourraient voir évoluer leur rôle vers celui « d'animatrices d'une politique d'emploi », chargées de négocier non plus les statuts, mais les questions liées à l'emploi, aux compétences et la formation.

Insertion des jeunes

[Les Missions locales ont leur plan d'action 2018-2020](#) : Le ministère du Travail vient de publier le programme national d'animation et d'évaluation du réseau des Missions locales (PNAE) pour la période 2018-2020. Ce document recense les actions et chantiers retenus par les présidents des associations régionales des Missions locales. Il aborde quatre thèmes dont l'orientation professionnelle et l'accès des jeunes à la formation et à la qualification.

Orientation

["Il faut sortir des logiques formelles, voire strictement informatives" \(André Chauvet, consultant, fondateur de l'association Kelvoa\)](#) : Où il est notamment question du rôle d'intermédiation territoriale qu'ont à jouer les acteurs de l'orientation.

[Les quatre profils du conseiller en orientation professionnelle \(Défi métiers\)](#) : Défi métiers, le Carif-Oref francilien, relaie les résultats d'une recherche sur les pratiques des conseillers en orientation professionnelle. Quatre profils apparaissent.

Politique emploi

[Le pilotage du plan d'investissement dans les compétences placé sous la tutelle du secrétariat général des ministères en charge des affaires sociales](#) : La mise en œuvre opérationnelle du plan d'investissement dans les compétences se fera désormais sans haut-commissaire, a indiqué le ministère du Travail au Quotidien de la formation. La haut-commissaire à la transformation des compétences Estelle Sauvat cesse ses fonctions.

[Projet de loi "avenir professionnel" : fin des travaux pour les députés](#) : Au cours de l'examen des articles, les députés ont apporté une série de modifications aux mesures qui concernent la formation professionnelle et l'apprentissage, sans remettre en cause les choix fondamentaux du gouvernement. Retour sur les principaux aménagements du texte qui doit être examiné par la commission des affaires sociales du Sénat à partir du 27 juin.

Politique régionale

[Phase 4 des pôles de compétitivité dès 2019 : montée en gamme et fusions au programme](#)

Réforme formation

[Projet de loi "avenir professionnel" : le compte personnel de formation en euros fait débat à l'Assemblée nationale](#) : Au cours de la discussion générale, plusieurs députés de l'opposition ont fait part de leur inquiétude par rapport à des mesures phares comme la monétisation du compte personnel de formation, la place centrale des branches professionnelles dans le pilotage de l'apprentissage ou la création de l'agence France compétences.

[Projet de loi "avenir professionnel" : les députés adoptent le compte personnel de formation en euros](#) : Les députés ont voté, mardi 12 juin, en faveur de l'article premier du projet de loi qui porte sur les droits individuels à la formation et la rénovation du compte personnel de formation (CPF).

[Projet de loi « avenir professionnel » : deux amendements déposés par le gouvernement renforcent les missions et les moyens de France compétences](#)

[Projet de loi "avenir professionnel" : les députés actent la rénovation du conseil en évolution professionnelle](#)

[Projet de loi "avenir professionnel" : le rôle de régulation de France compétences renforcé](#) : Muriel Pénicaud souligne que cette nouvelle institution nationale publique dont le conseil d'administration sera limité à 15 membres « ne sera pas une instance consultative ».

[Projet de loi "avenir professionnel" : les députés donnent leur feu vert à la réforme de l'apprentissage](#) : Parmi les modifications apportées au texte figure la suppression des charges sociales sur les contrats d'apprentissage. Un amendement qui fait polémique.

[L'Afdas, le Fafsea, Unifaf et Uniformation réclament la prise en compte des intérêts du multiprofessionnel](#) : Pour les quatre Opcv/Opacif, l'objectif est de « défendre les intérêts de leurs branches adhérentes dans le cadre du conseil en évolution professionnelle (CEP) et du CPF de transition ».

[Réforme de la formation et de l'apprentissage : adoption du projet de loi "avenir professionnel" à l'Assemblée nationale en première lecture](#) : Il a été solennellement voté en première lecture à l'Assemblée nationale mardi 19 juin par 349 voix pour, 171 contre et 41 abstentions.

[Le projet de loi voté à l'Assemblée nationale simplifie l'entretien professionnel et l'ouvre au dialogue social](#)

[Devant les sénateurs, les organisations syndicales mettent l'accent sur le dialogue social](#) : Au cours de leur audition en commission des affaires sociales du Sénat, mercredi 20 juin, les syndicats de salariés ont rappelé leur opposition à la monétisation du compte personnel de formation (CPF) et insisté sur la nécessité de faire évoluer le texte en matière de dialogue social.

[Projet de loi "avenir professionnel" : les employeurs devront impliquer davantage les salariés dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences](#) : A l'avenir, les employeurs devront davantage communiquer sur le sujet. C'est le message qu'a fait passer Catherine Fabre, députée LREM et rapporteure pour le volet formation et apprentissage du projet de loi.

[Projet de loi "avenir professionnel" : la commission des affaires sociales du Sénat aménage le calendrier des opérateurs de compétences](#) : Réunie mercredi 27 juin pour examiner le projet de loi « avenir professionnel », la commission des affaires sociales du Sénat a retouché la copie des députés sur plusieurs sujets tels que la gouvernance. Les sénateurs ont aussi introduit une mesure transitoire concernant la monétisation du compte personnel de formation (CPF).